

# Les hausses de taux d'intérêt entraînent une récession plus profonde

Perspectives économiques | Janvier 2023

# Avant-propos

Les rumeurs de récession se sont intensifiées au cours des dernières semaines, les éléments qui sous-tendent cette détérioration de la confiance s'accumulant. La Banque du Canada a haussé les taux d'intérêt plus que nous l'avions prévu il y a quelques mois, une tendance qui amenuit le pouvoir d'achat des ménages. La hausse des coûts d'emprunt a freiné les ardeurs des entreprises cherchant à investir. En outre, le vigoureux durcissement monétaire ne se limite pas au Canada; la Banque centrale européenne et la Réserve fédérale américaine ont aussi entrepris des campagnes de resserrement rapide qui devraient plonger ces économies dans une récession. Même si dans la zone euro, une récession est attendue depuis des mois, la dégradation des perspectives aux États-Unis frappera durement le Canada étant donné sa dépendance commerciale envers nos voisins du sud.

Les ménages subissent doublement l'inflation élevée et l'augmentation des coûts d'emprunt. La hausse des taux d'intérêt a eu un effet quasi immédiat sur le marché de la revente de maisons, alors que les taux hypothécaires élevés ont rétréci le bassin d'acheteurs potentiels qui peuvent emprunter. Par conséquent, les investissements immobiliers des ménages ont chuté depuis le deuxième trimestre de 2022.

Bien entendu, la hausse des taux d'intérêt nuit également aux emprunteurs actuels. De récentes données montrent les conséquences sur les coûts du crédit : au cours du troisième trimestre de l'an dernier, les paiements d'intérêts sur l'endettement des ménages ont augmenté de 16,2 %, soit la plus forte hausse jamais enregistrée. En dollars, les paiements d'intérêts ont augmenté de 16,4 G\$ par rapport au trimestre précédent. D'un point de vue économique, parce que la consommation est le facteur qui contribue le plus à notre produit intérieur brut (PIB), cette somme détournée des dépenses et des économies crée un vent contraire important pour la croissance. Compte tenu de l'augmentation des paiements d'intérêts, il n'est pas vraiment étonnant que les dépenses réelles des ménages aient reculé au cours du troisième trimestre. Malheureusement, les paiements d'intérêts devraient continuer d'augmenter durant l'année à venir, resserrant les budgets des ménages et entraînant d'autres baisses des dépenses de consommation.

À l'inverse, les entreprises ont continué d'accroître leurs dépenses d'investissement durant la dernière partie de 2022. Plusieurs facteurs ont stimulé cette hausse. Les investissements sont encore en mode rattrapage depuis la dernière récession et la très forte croissance des bénéfices des entreprises dans la foulée de la pandémie contribue à soutenir les budgets de dépenses d'immobilisations.

## Avant-propos

De plus, la main-d'œuvre devient de plus en plus rare au Canada, motivant les investissements en capital qui permettent d'augmenter la productivité pour compenser les pénuries de personnel. Quoi qu'il en soit, la confiance des entreprises est à la baisse depuis quelques mois. Elle devrait rester modérée tandis que les États-Unis entrent en légère récession et que les dépenses de consommation intérieure continuent de régresser. De plus, les stocks des entreprises restent à un niveau anormalement élevé, ce qui constitue un obstacle dissuasif à l'investissement dans de nouvelles capacités jusqu'à ce que les stocks actuels diminuent. En conséquence, même si une augmentation des dépenses des entreprises est attendue, le gain sera modeste, car elles adopteront sans doute une attitude prudente d'investissement au cours de l'année à venir.

Notre prévision suppose que le cycle d'augmentation des taux par la Banque du Canada est terminé. À son niveau actuel, soit 4,25 %, le taux de financement à un jour est suffisamment élevé pour ralentir rapidement la croissance de l'économie canadienne, mais trop haut pour être viable

à plus long terme. En effet, nous prévoyons que l'affectation soutenue du revenu des ménages aux paiements d'intérêts et la récession aux États-Unis freineront la croissance économique canadienne pendant trois trimestres consécutifs, ce qui entraînera une contraction globale de 0,9 % cette année. Avec le fléchissement de l'économie, l'inflation devrait ralentir considérablement. Cela permettra à la Banque du Canada de commencer à assouplir certains éléments de sa politique monétaire restrictive avant la fin de 2023. Les baisses de taux qui seront apportées en 2024 auront un effet stimulant et mèneront à une reprise modérée des activités, suivie d'une relance plus forte en 2025.

**Bien que cela puisse sembler contrariant, nous nous attendons toujours à ce que la récession soit relativement modérée et de courte durée comparativement au passé.**

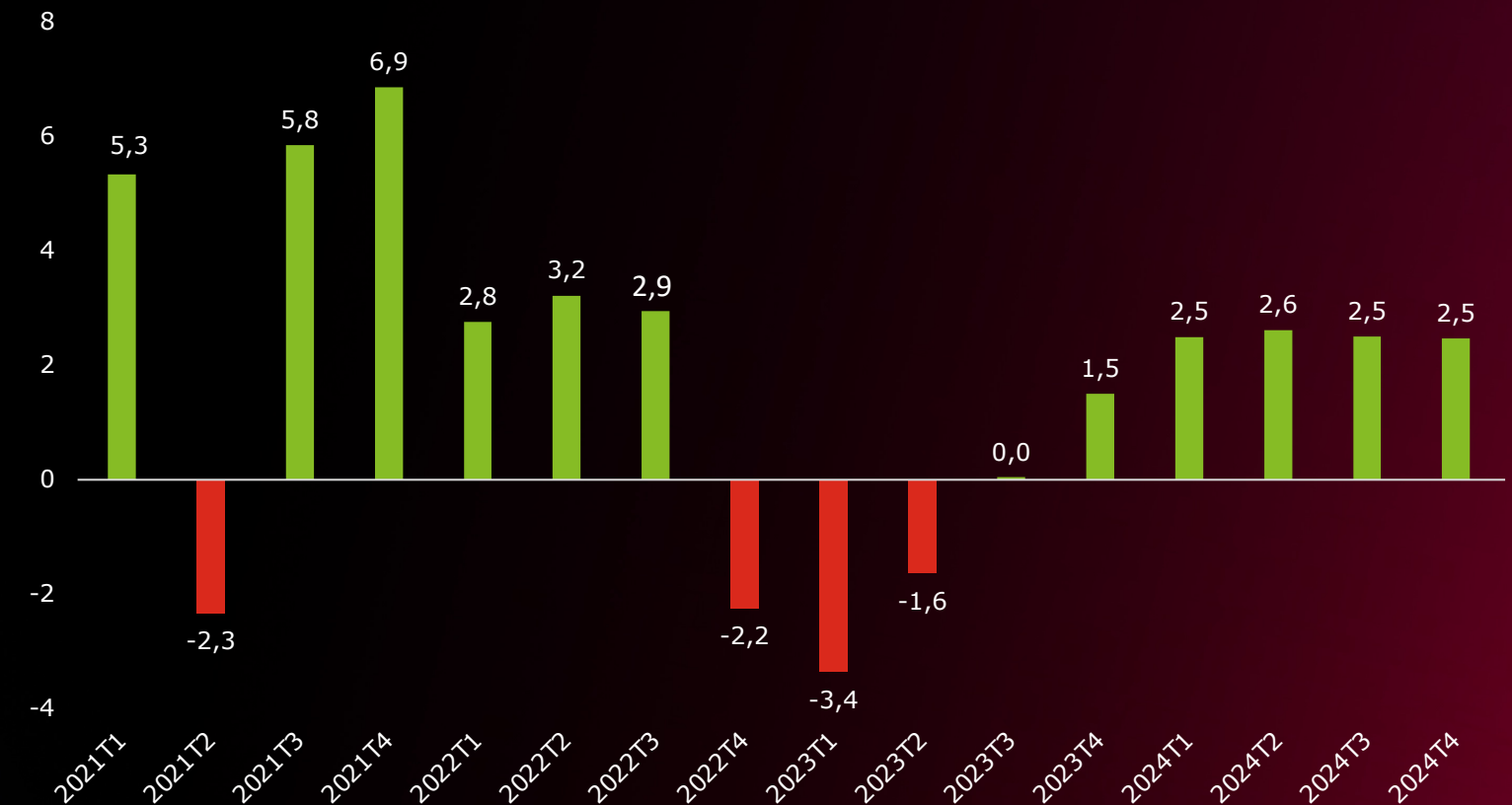


# Politiques budgétaire et monétaire

Le thème dominant de l'économie demeure l'inflation et le resserrement monétaire nécessaire pour freiner la croissance des prix. La bonne nouvelle, c'est que nous sommes de plus en plus convaincus que le pic de croissance des prix est derrière nous, alors que l'inflation ralentit de façon constante après avoir atteint 8,1 % en juin 2022. La croissance des prix devrait continuer de ralentir; d'ailleurs, la modération est déjà évidente dans les prix de l'essence et des aliments, et les coûts de remplacement par les propriétaires, au rythme de la légère baisse des prix des habitations. Toutefois, l'inflation demeure trop élevée, de sorte que la Banque du Canada restera vigilante dans les efforts qu'elle déploie pour ramener la croissance des prix à sa cible de 1 % à 3 %.

Pour diminuer l'inflation, la Banque a procédé à une série d'augmentations du taux d'intérêt tout au long de 2022. Elle a annoncé sept hausses consécutives. La dernière hausse de 50 points de base effectuée en décembre portait le taux de financement à un jour à 4,25 % et s'accompagnait d'un changement de ton qui laisse entrevoir une pause dans les hausses du taux. Nous en saurons plus après la réunion de la Banque du Canada, en janvier.

## Croissance du PIB réel (variation en pourcentage en rythme annualisé)



Sources : Statistique Canada et Deloitte.

# Politiques budgétaire et monétaire

Il faut généralement de 12 à 18 mois pour que les effets des modifications à la politique monétaire se fassent pleinement sentir. Les répercussions des récentes hausses commençaient à peine à se matérialiser au troisième trimestre de 2022, justifiant amplement l'adoption d'une approche qui dépend plus grandement des données en ce qui a trait aux futures décisions. Les marchés commencent également à tenir compte de l'assouplissement de la politique monétaire. La courbe de taux (mesurée selon le rendement des obligations à 10 ans moins celui des obligations à 2 ans) a pris une tournure négative en juillet 2022 et est devenue progressivement inversée. À la fin de novembre, le taux des obligations à 10 ans était inférieur de 100 points de base à celui des obligations à 2 ans, une inversion jamais observée depuis la récession du début des années 1990. Heureusement, nous ne nous attendons pas à revivre une forte baisse des dépenses des ménages et des investissements des entreprises.

Avec le ralentissement de l'inflation et l'économie qui entre en récession, nous nous attendons à ce que la Banque commence à réorienter sa politique d'ici la fin de l'année. L'assouplissement monétaire devrait se poursuivre tout au long de 2024, alors que la Banque abaissera progressivement sa politique de taux d'intérêt, jusqu'à ce qu'ils atteignent la limite supérieure des taux neutres, qui est estimée à 3 %.

Souvent, des mesures de stimulation budgétaire sont adoptées dans le contexte d'une récession naissante. Mais cette fois, nous ne nous attendons pas à ce que les gouvernements mettent en place un plan de sauvetage à grande échelle, malgré leur situation budgétaire plus favorable que prévu. Cela tient au fait que le ralentissement à venir est le fruit d'une politique visant à contrer l'inflation en réalignant l'offre et la demande. Par conséquent, si la politique budgétaire devenait exagérément incitative, cela amènerait la Banque du Canada à prendre des mesures d'atténuation en resserrant sa politique monétaire. Des mesures d'allégement ciblées ont déjà été annoncées, mais la principale tendance qui persiste sur le plan budgétaire est l'abandon des dépenses liées à la période de pandémie. Aussi, les dépenses et les investissements publics devraient diminuer cette année, avant de recommencer à croître en 2024.

<sup>1</sup> [Banque du Canada, Rendement des obligations](#), consulté en décembre 2022.

# Ménages et entreprises





# Ménages

La hausse de 400 points de base apportée au taux directeur de la Banque du Canada depuis mars 2022 accable le marché de l'habitation au pays. L'an dernier en octobre, les ventes de propriétés ont reculé de 36 % par rapport aux sommets de février, effaçant les gains réalisés au cours des deux dernières années, alors que le volume d'activité (évalué en fonction des coûts de transfert de propriété) était en baisse de 17,4 % par rapport aux niveaux d'avant la pandémie. À mesure que la demande s'amenuise, les prix chutent; en octobre, le prix moyen de revente de propriétés a fléchi de plus de 20 % par rapport au sommet de février.

Les perspectives du marché de l'habitation sont sombres pour les deux prochaines années; en effet, les investissements résidentiels devraient diminuer de 7,9 % cette année après un recul de 10,6 % en 2022. Malgré une pause prévue des hausses de taux d'intérêt, les taux hypothécaires demeureront élevés jusqu'à la fin de 2023, empêchant de nombreux acheteurs potentiels d'accéder au marché et menant à d'autres baisses des coûts de transfert de propriété. Les investissements dans la rénovation domiciliaire devraient connaître une autre baisse de 6,5 % après le recul de 4,1 % en 2022, alors que l'activité sur le marché de la revente reste modérée et que la chute du prix des maisons se traduit par une attitude prudente à l'égard des dépenses consacrées aux rénovations. Ce qui augure bien, c'est que les faibles niveaux d'activité de cette année ne dureront pas

éternellement. Nous sommes d'avis que le marché de l'habitation commencera à se redresser lentement en 2024 et en 2025, alors que les plus faibles taux d'intérêt assureront le rétablissement de la demande sur le marché.

En plus de la chute des ventes d'habitation, le ralentissement prévu de la construction de maisons neuves est un grand facteur qui contribue à la vision pessimiste de l'investissement résidentiel à court terme. Les mises en chantier ont augmenté rapidement au printemps et à l'été de 2022, mais un tel rythme rapide ne pourra être maintenu lorsque la demande diminuera et que les constructeurs de maisons feront face à des coûts plus élevés. Tandis que le marché des nouvelles habitations est frappé par le ralentissement cyclique, les mises en chantier devraient diminuer au cours des trois prochaines années avant de renouer avec la croissance.

Si les dépenses liées à l'habitation sont les premières que les ménages ont réduites, la hausse des frais de service de la dette et l'inflation élevée ont entraîné également la diminution des achats des consommateurs. Les dépenses de consommation ont fléchi de 0,3 % au cours du troisième trimestre de 2022, et nous devrions constater d'autres reculs au cours du dernier trimestre de 2022 et de la première moitié de cette année. Ces chutes ne seront pas généralisées : les biens sensibles aux taux d'intérêt (comme l'ameublement et les électroménagers) enregistreront les baisses les plus

# Ménages

importantes, tandis que les dépenses discrétionnaires consacrées à des services tels que les communications, le divertissement et la culture ainsi que l'hébergement et la restauration, reculeront également. Les autres services – y compris le transport – poursuivront leur croissance, soutenus par l'utilisation de l'épargne. Dans l'ensemble, les dépenses réelles en biens et services ménagers devraient augmenter de seulement 0,7 % cette année avant d'accélérer à un rythme de 2,9 % en 2024.

L'un des aspects qui sont difficiles à prévoir est l'incidence sur les marchés du travail. Normalement, les récessions sont associées à d'importantes pertes d'emploi; par prudence, les entreprises réduisent leur masse salariale pour s'ajuster à la décélération de la demande. Cette fois par contre, nous vivons une situation où les entreprises devront atteindre un équilibre entre le fléchissement prévu de la demande et la rareté de la main-d'œuvre. Au cours des années 2010, la croissance de la main-d'œuvre au Canada était principalement attribuable à l'immigration. Avec la chute des niveaux d'immigration durant la pandémie, le pays a perdu une source importante de travailleurs. Les niveaux d'immigration se rétablissent, mais parallèlement, nous observons aussi une forte hausse des départs à la retraite des baby-boomers, ce qui laisse peu de répit aux organisations qui ont du mal à recruter des travailleurs. En effet, les postes vacants demeurent nombreux, surtout pour des emplois moins bien rémunérés n'offrant pas de possibilités de travail hybride.

Compte tenu du resserrement du marché du travail, nous ne prévoyons pas de baisse générale de l'emploi. Les employeurs devraient être hésitants à se départir de leurs employés, par crainte de ne pas être en mesure de trouver des gens pour pourvoir ces postes vacants lorsque l'économie commencera à se redresser au cours de la prochaine année. À ce jour, des données pertinentes sur l'emploi témoignent de cette réticence, faisant état d'une forte croissance de l'emploi en octobre et d'un recul du chômage en novembre. Cependant, les nouvelles ne sont pas toutes bonnes : des pertes d'emploi sont prévues dans les secteurs les plus durement touchés par les conditions actuelles, notamment la construction, le commerce de gros et de détail, le transport et l'entreposage, et l'information, la culture et les loisirs.

Malgré ces pertes d'emploi isolées, le marché de l'emploi serré permettra d'éviter un recul généralisé de l'emploi et préviendra un ralentissement plus important de l'économie, comme ce serait le cas si les employeurs prenaient des mesures plus marquées pour réduire leur masse salariale.



# Entreprises

Le changement le plus important par rapport à nos perspectives publiées en septembre 2022 est sans doute le fait que nous ne nous attendions plus à ce que la Réserve fédérale américaine soit en mesure d'orchestrer un atterrissage en douceur, ce qui signifie que notre plus grand partenaire commercial tombera en récession, quoiqu'elle devrait être légère. Comme au Canada, la récession américaine sera induite par la politique monétaire. La Réserve fédérale a haussé la cible de son taux des fonds fédéraux de 50 points de base à sa réunion de décembre, mais plutôt que de laisser entrevoir la possibilité d'une pause comme l'a fait la Banque du Canada, les membres du Federal Open Market Committee ont plutôt indiqué qu'il faudra hausser les taux d'intérêt pour maîtriser l'inflation. Même si l'inflation a atteint un sommet aux États-Unis, elle demeure largement au-dessus de l'objectif fixé par la Réserve fédérale et du niveau que connaît le Canada.

Le déclassement des prévisions aux États-Unis a d'importantes répercussions sur nos perspectives de commerce. D'un côté, nous prévoyons un recul des exportations canadiennes tôt cette année. Après avoir affiché de forts gains au deuxième trimestre de 2022, les exportations de pétrole devraient connaître un léger repli au cours des prochains mois, tandis que la demande d'énergie diminue dans le contexte du déclin de l'activité économique. De l'autre côté, l'exportation de produits agricoles et de la pêche devrait se

redresser, principalement en raison des exportations de blé et de canola alors que le secteur se remet des conditions de sécheresse en 2021, et de la forte demande mondiale et des prix élevés des produits découlant de la guerre en Ukraine.

Sur le plan des investissements, les entreprises devraient continuer d'augmenter le financement qu'elles consacrent aux immobilisations et à la machinerie grâce aux bénéfiques records réalisés par les entreprises durant la reprise post-pandémie découlant de la forte demande et de la hausse rapide des prix des produits de base. Au deuxième trimestre de 2022, les bénéfiques des entreprises (évalués en fonction des comptes nationaux) avaient plus que doublé par rapport à leur niveau d'avant la pandémie. Malgré le retour des bénéfiques à un niveau plus normal tandis que l'économie se contracte, l'excédent cumulé permettra aux entreprises de continuer à investir.

Si une telle approche peut sembler contre-intuitive durant une période de contraction économique, ces investissements leur permettront tout de même de poursuivre leur croissance malgré les conditions difficiles sur le marché du travail. Nous avons néanmoins revu à la baisse nos perspectives de dépenses d'investissement afin de prendre en compte le ralentissement économique et le fait que les niveaux de stocks élevés pourraient amener les entreprises à réduire leurs dépenses.



# Perspectives par province



## Perspectives par province

Sous l'effet d'une récession plus profonde attendue au pays, peu de provinces échapperont à une baisse de production cette année. Seuls le **Manitoba** et la **Saskatchewan** profiteront d'une croissance positive grâce au redressement de leurs secteurs agricoles après que des conditions de sécheresse ont freiné considérablement la production en 2021. Il n'en demeure pas moins que ces provinces subiront le même recul de la demande intérieure qui frappe d'un océan à l'autre, alors que les Canadiens doivent composer avec des paiements d'intérêts plus élevés et les effets d'une récession aux États-Unis.

Les provinces de la côte Est, qui sont plus tributaires du marché européen que le reste du Canada, seront touchées par la baisse de la demande européenne, où la récession risque d'être plus profonde que dans d'autres régions. La foresterie joue un rôle important au sein de l'économie du **Nouveau-Brunswick**, et, par conséquent, la province sera durement touchée par le ralentissement du marché de l'habitation en Amérique du Nord. Avec les contrecoups sur le budget des ménages découlant de l'inflation et de la hausse des remboursements de dettes, ceux-ci disposeront de moins d'argent discrétionnaire, ce qui aura une incidence négative sur l'économie dépendante du tourisme à **l'Île-du-Prince-Édouard**. Grâce à l'essor du marché

de l'habitation, le secteur des services immobiliers et des services résidentiels de location et de location à bail constituait le secteur le plus important en Nouvelle-Écosse en 2021; mais le ralentissement du marché de l'habitation provoquera un recul de la production dans ce secteur, ce qui freinera sa croissance économique. À **Terre-Neuve-et-Labrador**, l'augmentation des investissements dans le secteur minier ne suffira pas pour éviter une récession dans la province, même si cet apport aidera à atténuer l'incidence d'un ralentissement de la demande nationale.

Les conséquences du ralentissement du marché immobilier se feront davantage sentir dans le Centre du Canada et en Colombie-Britannique. L'**Ontario** et la **Colombie-Britannique** sont les provinces où le marché de l'habitation est le plus coûteux et, par conséquent, où le fardeau de la dette est le plus élevé. Compte tenu de la hausse des paiements d'intérêts, les frais de service de la dette auront la plus grande incidence dans ces provinces, alors que la plupart des secteurs de l'économie seront touchés par la réduction du pouvoir d'achat des ménages. Qui plus est, l'interdiction d'achat d'immeubles résidentiels par des étrangers pour une période de deux ans et les hausses de taxe sur les logements vacants pèseront également sur les perspectives du marché de l'habitation dans ces provinces.



## Perspectives par province

Parallèlement, le **Québec** et l'Ontario sont très vulnérables aux conditions qui prévalent aux États-Unis; aussi, le ralentissement aux États-Unis aura une incidence négative sur les perspectives d'exportation, ce qui entraînera un recul de la croissance dans ces deux provinces.

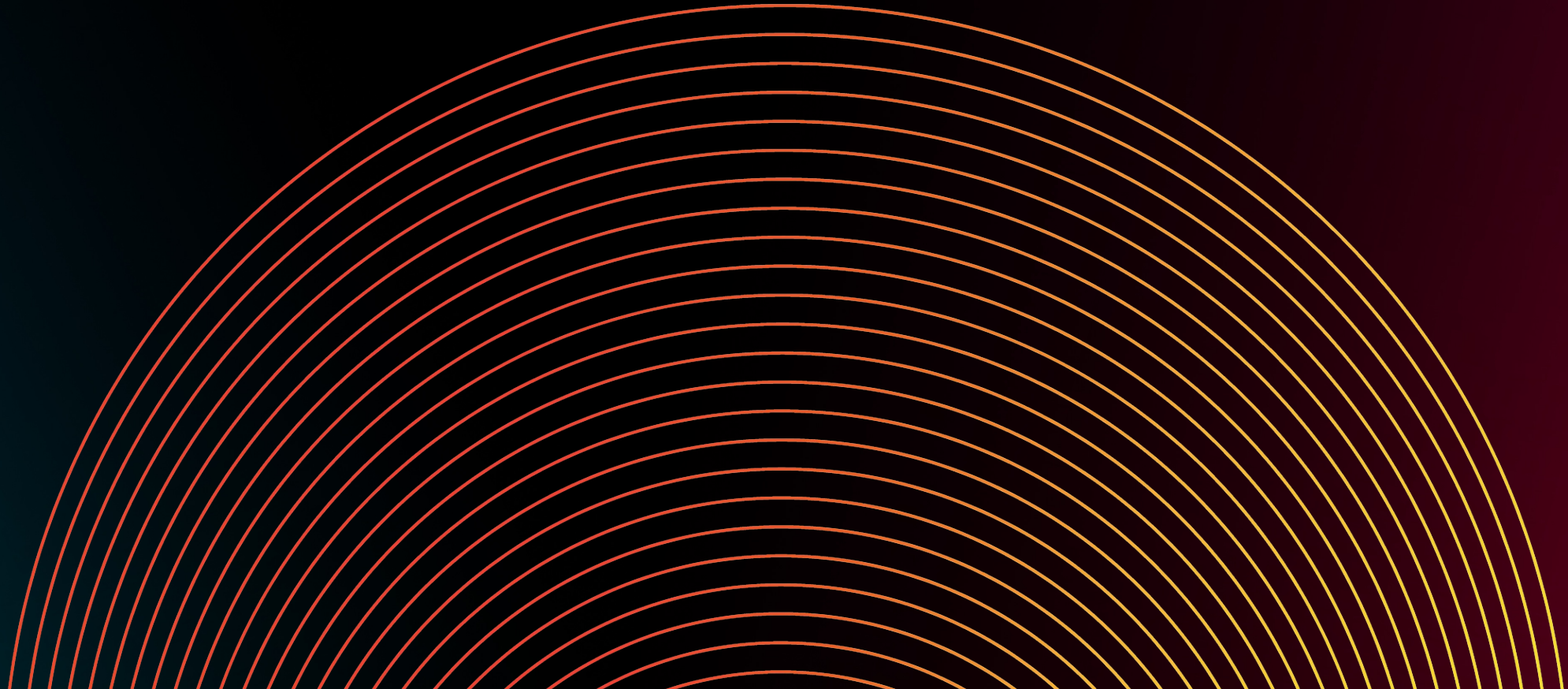
L'économie de l'**Alberta** devrait entrer en récession étant donné ses niveaux d'endettement élevés (devancée seulement par la Colombie-Britannique et l'Ontario) et le fléchissement de la demande de pétrole de la part des États-Unis. Malgré ces facteurs, le ralentissement du marché de l'habitation albertain devrait être modéré par rapport à d'autres provinces, et la forte croissance de la population aidera l'Alberta à surmonter le léger recul de la demande énergétique.

### Croissance du PIB réel par province (variation en pourcentage)

	2021	2022	2023	2024
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>	0,6	2,0	-0,3	1,4
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>	7,9	4,0	-1,5	1,4
<b>Nouvelle-Écosse</b>	6,2	3,5	-1,1	1,2
<b>Nouveau-Brunswick</b>	5,8	2,5	-1,5	1,2
<b>Québec</b>	6,0	3,6	-1,3	1,3
<b>Ontario</b>	5,1	2,4	-1,3	1,9
<b>Manitoba</b>	1,7	3,4	1,1	2,2
<b>Saskatchewan</b>	-0,7	2,9	1,3	2,1
<b>Alberta</b>	4,9	5,1	-1,1	1,8
<b>Colombie-Britannique</b>	6,2	3,8	-1,3	1,8

Sources : Statistique Canada et Deloitte.

# Conclusion



# Conclusion

Les perspectives économiques sont entourées d'incertitude. Le plus grand risque réside dans le fait que les hausses de taux d'intérêt antérieures pourraient avoir une plus grande incidence que prévu, entraînant un ralentissement plus profond et plus long. Il subsiste un risque que les décideurs augmentent les taux au-delà de nos prévisions, ce qui mènerait à un déclin économique encore plus marqué au pays comme aux États-Unis. En revanche, il est possible que les consommateurs choisissent de ne pas réduire leurs dépenses et puisent plutôt dans leurs économies ou reportent leurs paiements d'intérêts plus élevés en prolongeant la période d'amortissement de leur prêt hypothécaire.

Dans un contexte de ralentissement de la demande, d'incertitude accrue et de pénurie de main-d'œuvre, il existe des moyens que les entreprises peuvent prendre pour traverser la crise :

- Procéder à l'analyse de scénarios tenant compte des risques à la hausse et à la baisse des perspectives économiques pour évaluer comment les revenus et les bénéfices pourraient changer dans différentes circonstances. Avec ces renseignements et en sachant comment repérer les risques lorsqu'ils commencent à se matérialiser, les entreprises peuvent rapidement intensifier leurs efforts et adopter de nouveaux plans au besoin.
- Prendre des mesures stratégiques à l'égard de leurs plans de dotation en personnel. Malgré la menace de récession, un récent sondage indique que la moitié des travailleurs canadiens ont l'intention de chercher un nouvel emploi au cours de la première moitié de 2023, et que les professionnels très recherchés tenteront de profiter de la pénurie de main-d'œuvre pour changer d'emploi et augmenter leur revenu. Les entreprises qui font face à la pénurie de talents devraient établir des mesures de rétention de leurs meilleurs éléments.
- Prendre des mesures stratégiques sur le plan des investissements. Les entreprises devront examiner attentivement les ressources dont elles auront besoin au moment de la reprise, et s'assurer qu'elles sont prêtes à répondre à la demande lorsqu'elle commencera à s'accélérer.

**L'économie canadienne s'apprête à vivre une autre année difficile. Mais nous commençons à avoir l'habitude de faire appel à notre résilience et de nous montrer agiles pour bien nous positionner afin de résister à la tempête économique – la récession à venir n'est qu'une vague de plus.**



# Principaux indicateurs économiques

	2022				2023				2022 prév.	2023 prév.	2024 prév.
	T1 prév.	T2 prév.	T3 prév.	T4 prév.	T1 prév.	T2 prév.	T3 prév.	T4 prév.			
<b>Activité économique réelle</b>											
Produit intérieur brut	2,8	3,2	2,9	-2,2	-3,4	-1,6	0,0	1,5	3,4	-0,9	1,8
Dépenses de consommation des ménages	2,3	9,5	-1,0	-0,1	-0,3	0,0	1,8	2,8	4,7	0,7	2,9
• Biens durables	8,0	-14,4	-8,2	-1,8	-1,8	-1,3	1,5	2,7	-3,3	-2,7	2,8
• Services	1,1	17,8	3,8	0,8	0,7	0,8	2,3	3,1	8,6	2,5	3,3
Investissement résidentiel	8,8	-31,5	-15,4	-9,4	-4,1	-2,7	-1,6	0,8	-10,6	-7,9	1,4
Investissement fixe non résidentiel	7,7	17,0	4,3	5,4	3,2	1,3	1,0	1,6	10,5	3,8	1,8
• Structures non résidentielles	13,3	13,8	11,7	6,3	2,3	0,3	-0,2	0,0	11,8	4,0	0,6
• Matériel et outillage	-1,3	23,1	-7,6	3,9	4,6	3,1	3,1	4,1	8,1	3,4	3,7
Consommation et investissements gouvernementaux	0,7	-2,2	3,9	-3,2	-1,4	-0,2	0,2	0,7	1,0	-0,6	0,8
Exportations de biens et de services	-7,6	8,1	8,6	4,0	-4,6	0,9	2,8	3,6	2,7	1,8	3,7
Importations de biens et de services	0,2	29,5	-1,5	0,0	-1,0	0,1	2,2	3,8	8,2	1,7	3,1
<b>Prix</b>											
Indice des prix à la consommation (sur 12 mois)	5,8	7,4	7,1	6,6	5,5	3,5	3,1	2,9	6,7	3,7	2,4
Indice des prix implicite du PIB (sur 12 mois)	8,8	9,8	6,9	4,4	1,4	-1,5	0,4	1,5	7,4	0,4	1,8
<b>Marché du travail</b>											
Emploi	3,2	3,9	-1,3	1,4	0,0	0,2	0,7	1,3	3,6	0,5	1,6
Taux de chômage (%)	5,8	5,1	5,2	5,2	5,5	5,8	6,0	6,0	5,3	5,8	5,5

Remarque : sauf indication contraire, tous les chiffres sont présentés sous forme de variation en pourcentage annualisée.

Sources : Statistique Canada, Banque du Canada. Prévisions des Services-conseils en économie de Deloitte, au **13 décembre 2022**.

# Principaux indicateurs économiques

	2022				2023				2022 prév.	2023 prév.	2024 prév.
	T1 prév.	T2 prév.	T3 prév.	T4 prév.	T1 prév.	T2 prév.	T3 prév.	T4 prév.			
<b>Taux d'intérêt (%)</b>											
Taux cible du financement à un jour	0,33	1,17	2,75	3,92	4,25	4,25	4,25	4,08	2,04	4,21	3,11
Bon du Trésor à 3 mois	0,64	1,65	3,22	4,12	4,38	4,31	4,28	4,08	2,41	4,26	3,09
Billet gouv. Canada 1 an	1,40	2,58	3,65	4,46	4,68	4,62	4,60	4,41	3,02	4,58	3,45
Billet gouv. Canada 2 ans	1,71	2,72	3,49	4,13	4,33	4,32	4,33	4,21	3,01	4,30	3,48
Billet gouv. Canada 5 ans	1,96	2,80	3,14	3,77	4,06	4,16	4,24	4,22	2,92	4,17	3,70
Billet gouv. Canada 10 ans	2,08	2,95	2,99	3,55	3,85	3,98	4,10	4,13	2,89	4,01	3,79
<b>Écart de la courbe de taux (points de pourcentage)</b>											
3 mois par rapport à 10 ans	1,44	1,30	-0,24	-0,58	-0,53	-0,33	-0,18	0,05	0,48	-0,25	0,69
2 ans par rapport à 10 ans	0,37	0,23	-0,50	-0,58	-0,49	-0,34	-0,23	-0,08	-0,12	-0,29	0,30
<b>Taux de change</b>											
\$ US/\$ CA (\$ CA)	1,27	1,28	1,31	1,36	1,36	1,34	1,33	1,31	1,30	1,34	1,30
\$ CA/\$ US (cents US)	0,79	0,78	0,77	0,74	0,74	0,74	0,75	0,76	0,77	0,75	0,77

Sources : Statistique Canada, Banque du Canada. Prévisions des Services-conseils en économie de Deloitte, au **13 décembre 2022**.

# Collaborateurs

## Services-conseils en économie

Comptant des leaders dans les domaines de la macroéconomie, de la microéconomie, de l'analyse des politiques et des réglementations, du développement économique, de l'analytique et de la modélisation, les professionnels des Services-conseils en économie de Deloitte possèdent les connaissances et l'expérience nécessaires pour résoudre les enjeux de politiques et d'affaires les plus complexes d'aujourd'hui.



**Matthew Stewart**  
Directeur de service  
Conseils financiers



**Alicia Macdonald**  
Directrice principale  
Conseils financiers



**Mikayla Schoel**  
Coassociée  
Services-conseils en économie



**Anna Feng**  
Coassociée  
Services-conseils en économie



**Madison MacKinnon**  
Analyste  
Services-conseils en économie



**Pablo Alegria**  
Analyste Conseils financiers  
Services-conseils en économie





[www.deloitte.ca](http://www.deloitte.ca)

#### **Au sujet de Deloitte**

Deloitte offre des services dans les domaines de l'audit et de la certification, de la consultation, des conseils financiers, des conseils en gestion des risques, de la fiscalité et d'autres services connexes à de nombreuses sociétés ouvertes et fermées dans de nombreux secteurs. Deloitte sert quatre entreprises sur cinq du palmarès Fortune Global 500<sup>MD</sup> par l'intermédiaire de son réseau mondial de cabinets membres dans plus de 150 pays et territoires, qui offre les compétences de renommée mondiale, le savoir et les services dont les clients ont besoin pour surmonter les défis d'entreprise les plus complexes. Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois de l'Ontario, est le cabinet membre canadien de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Deloitte désigne une ou plusieurs entités parmi Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société fermée à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ainsi que son réseau de cabinets membres dont chacun constitue une entité juridique distincte et indépendante. Pour obtenir une description détaillée de la structure juridique de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses sociétés membres, voir [www.deloitte.com/ca/apropos](http://www.deloitte.com/ca/apropos).

Notre raison d'être mondiale est d'avoir une influence marquante. Chez Deloitte Canada, cela se traduit par la création d'un avenir meilleur en accélérant et en élargissant l'accès au savoir. Nous croyons que nous pouvons concrétiser cette raison d'être en incarnant nos valeurs communes qui sont d'ouvrir la voie, de servir avec intégrité, de prendre soin les uns des autres, de favoriser l'inclusion et de collaborer pour avoir une influence mesurable.

Pour en apprendre davantage sur les quelque 330 000 professionnels de Deloitte, dont plus de 11 000 font partie du cabinet canadien, veuillez nous suivre sur [LinkedIn](#), [Twitter](#), [Instagram](#) ou [Facebook](#).

© Deloitte S.E.N.C.R.L. et ses sociétés affiliées.

Conçu et produit par l'Agence de marketing | Deloitte Canada. 22-6594284